

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

**DREAL Auvergne-Rhône-Alpes**  
**Service Eau, Hydroélectricité, Nature**  
**Pôle de la Politique de la Nature**

## **Acte d'engagement**

### **MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE**

**N° du marché :**

**Pouvoir adjudicateur – État :**

Ministère de la transition écologique et solidaire

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes

**Ordonnateur de la dépense :**

Monsieur le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes

**Représentant du pouvoir adjudicateur :**

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, par intérim, par délégation de Monsieur le préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (arrêté préfectoral 2020-71 du 18 mars 2020)

**Comptable assignataire de la dépense :**

Monsieur le directeur départemental des Finances Publiques du Puy-de-Dôme

**Exercice : 2020 - Imputation budgétaire : 0113 Action : 07-45 – Activité : 011301MB0512**

**Objet du marché :**

**Étude préalable et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du risque d'érosion de l'ancienne décharge de la commune de Chemilly dans la réserve naturelle nationale du val d'Allier**

Le présent contrat est composé de 8 pages numérotées de 1 à 8

# SOMMAIRE

- Article 1- **Parties** contractantes
- Article 2- **Objet** du marché
- Article 3- **Pièces constitutives** du marché
- Article 4- **Durée** du marché
- Article 5- **Notification** du marché
- Article 6- **Description et modalités** de réalisation de la prestation
- Article 7- Engagements **du titulaire**
- Article 8- **Engagements** de la personne publique
- Article 9- **Responsabilité** du titulaire
- Article 10- **Pénalités** de retard
- Article 11- **Vérifications**
- Article 12- **Prix** des prestations
- Article 13- Variation **des prix**
- Article 14- Modalités de **paiement**
- Article 15- Recours à **la sous-traitance**
- Article 16- Nantissement et cession **de créances**
- Article 17- **Résiliation**
- Article 18- Règlement des **litiges**
- Article 19- **Signature** des parties contractantes

## Article 1- Parties contractantes

### Le titulaire

Je soussigné(e) :

Agissant en mon nom propre (nom, adresse, téléphone, mël et raison sociale) :

Agissant en qualité de :

Pour le compte de la société (nom, adresse, téléphone, mël et raison sociale) :

N° SIRET :

CODE APE :

☐ agissant en tant que mandataire

☐ du groupement solidaire ☐ du groupement conjoint

(en cas de groupement lister ci-dessous pour chaque co-traitant déclaré les renseignements demandés pour le mandataire: N° de co-traitance ; Nom ; Qualité ; Adresse ; Téléphone; Courriel; SIRET; Code APE).

et

### Le pouvoir adjudicateur

Ministère de la transition écologique et solidaire, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, par intérim et par délégation du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Service Eau, Hydroélectricité et Nature – Pôle Politique de la Nature  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

**Pour l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur est représenté par :**

Monsieur le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, par intérim et par délégation du préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (arrêté préfectoral 2020-71 du 18 mars 2020)

## Article 2- Objet du marché

Le marché a pour objet l'étude préalable et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du risque d'érosion de l'ancienne décharge de la commune de Chemilly dans la réserve naturelle nationale du val d'Allier.

Le cahier des clauses techniques particulières (annexé au présent contrat) définit précisément le contenu de l'opération.

## Article 3- Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - Prestations intellectuelles, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité :

1. le présent contrat dont seul l'exemplaire détenu par l'administration fait foi ;

2. le cahier des clauses techniques particulières, ses annexes et ses pièces jointes, dont seul l'exemplaire détenu par l'administration fait foi ;
3. le mémoire technique du titulaire ;
4. la proposition financière du titulaire ;
5. le calendrier de l'exécution des prestations ;
6. le *curriculum vitae*<sup>1</sup> du chef de projet et de l'équipe ;
7. le CCAG Prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 16/09/2009
8. le document unique de marché européen (DUME) complété.

#### **Article 4- Durée du marché**

Le marché devra être achevé dans un délai de douze mois à compter de la date de notification du marché.

#### **Article 5- Notification du marché**

Le marché est établi en un original dont une copie est délivrée au titulaire lors de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur notifie sur la plateforme PLACE.

La notification emporte ordre de réaliser la prestation.

#### **Article 6- Description et modalités de réalisation de la prestation**

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

#### **Article 7- Engagements du titulaire**

##### **7.1 Équipe**

L'équipe est définie par le titulaire lors de la production de sa proposition. Il désigne expressément le chef de projet. Toute modification de la composition de cette équipe est soumise à autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement ou délivrance d'un congé légal supérieur à 5 jours affectant la composition de l'équipe et la bonne exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations.

##### **7.2 Communication des difficultés**

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 48 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier électronique ou par téléphone.

##### **7.3 Discrétion et confidentialité**

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées.

Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise de l'étude.

##### **7.4 Documents à produire pendant l'exécution du marché**

Conformément à l'article D8222-5 du code du travail, le titulaire du marché doit obligatoirement remettre à l'administration, tous les 6 mois, à compter de la date de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois ;

---

<sup>1</sup> Identité / fonction / qualifications / formations / expériences

- attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le titulaire emploie des salariés ;

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'administration notifie au titulaire, par écrit, une mise en demeure de remettre ces documents, assortie d'un délai.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, et de non remise des documents dans le délai fixé, l'administration peut résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité.

### **7.5 Propriété intellectuelle et exploitation des résultats**

La personne publique peut librement utiliser les travaux, même partiels, des prestations conformément au CCAG – Prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 16/09/2009 (article 25 – option B).

Tous les droits sur la mission, y compris la valorisation et l'exploitation des fichiers de données brutes et résultats, sont la propriété exclusive de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Tout consultant, expert ou sous-traitant participant à l'étude sera tenu à la stricte confidentialité sur l'ensemble des informations relatives à cette mission.

La signature du présent contrat vaut acceptation tacite de ces clauses.

### **Article 8- Engagements du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur fournit toute information utile au titulaire du marché pour l'exécution de sa prestation.

### **Article 9- Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

Toute inexécution de cette obligation par le titulaire, conduisant à une impossibilité pour le pouvoir adjudicateur d'utiliser tout ou partie des résultats, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article 18 du présent contrat, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

### **Article 10- Pénalités de retard**

Il sera fait application du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### **Article 11- Vérifications**

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications décrites dans le cahier des charges.

### **Article 12- Prix des prestations**

Le prix est établi comme suit :

Montant hors TVA	Montant de la TVA	Montant TVA incluse

La description détaillée de l'offre est décrite dans la pièce jointe : « Proposition financière du titulaire ».

### **Article 13- Variation des prix**

Le marché est conclu à prix ferme et est réputé comprendre toutes les sujétions inhérentes à la réalisation des prestations.

## Article 14- Modalités de paiement

### 14.1- Avance

Sans objet

### 14.2- Facturation

À compter de la réception de la facture, le paiement s'effectue dans un délai maximum de 30 jours par mandat administratif sur le compte bancaire suivant (*joindre un RIB ou un RIP*) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :													
à :													
au nom de :													
sous le numéro :											clé RIB :		
code banque :						code guichet :							

Conformément au cahier des clauses techniques particulières, des règlements intermédiaires sont prévus, si le titulaire le souhaite, à hauteur du nombre de jours figurant dans la proposition financière, et sur la base des rendus correspondants, notamment :

- lorsque l'état des lieux prévu à l'article 2.2.1 du cahier des clauses techniques particulières est réalisé ;
- lorsque la proposition de scénarios de gestion prévue à l'article 2.2.2 du cahier des clauses techniques particulières est réalisée, et après la 2<sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage (cf. l'article 2.2.4 du cahier des clauses techniques particulières).

Le règlement de la totalité de la prestation pour solde sera mis en œuvre sur présentation des justificatifs de réalisation complète de l'étude.

Chaque facture est à transmettre sous forme dématérialisée via Chorus Pro :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr>

**En parallèle de l'envoi de la facture et des pièces justificatives, une copie de ces pièces sera adressée par mail au chargé de mission concerné.**

La facture comporte impérativement et de manière lisible les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire ;
- le détail des prestations ;
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- Le numéro du marché présent sur ce contrat (n° d'engagement juridique) ;
- le code service exécutant FAC0000063

### 14.3- Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoire est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande par le RPA.

Il est fait application de l'article 98 du code des marchés publics.

### 14.4- Changements affectant la société

Durant la période de validité du marché, le titulaire (ou ses sous-traitants) est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire (ou ses sous-traitants) est informé que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'administration n'aurait pas eu connaissance.

## **Article 15- Recours à la sous-traitance**

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la personne publique et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Le pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale ou supérieure à 600 € TTC.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie au point 8.3 s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

Le titulaire reste l'unique interlocuteur de l'administration. Il demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations y compris celles sous-traitées.

## **Article 16- Nantissement et cession de créances**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances selon les conditions prévues aux articles 106 à 110 et 117 du code des marchés publics. Le pouvoir adjudicateur délivre, à la demande du titulaire, une copie certifiée conforme du présent document en un exemplaire unique, soit un certificat de cessibilité conforme à l'arrêté du ministre chargé de l'économie.

## **Article 17- Résiliation**

Les stipulations des articles 30 à 33 du CCAG sont applicables.

## **Article 18- Règlement des litiges**

Le règlement de litiges liés à l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (C.C.R.A.), dans les conditions prévues à l'article 127 du code des marchés publics.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

## **Article 19- Signature des parties contractantes**

A \_\_\_\_\_, le

Signature d'une personne habilitée à engager la société  
Nom, prénom, qualité du signataire et cachet de l'entreprise

A \_\_\_\_\_, le

Signature du pouvoir adjudicateur